

«Les minarets dénaturent la France», selon Sarkozy

«On va se faire bouffer par dix millions d'immigrés qui ne foutent rien.» C'est la tonalité du discours ambiant en France. Et ce ne sont pas les seuls minarets et autres luttes de chapelles qui sont le fondement de ce discours, mais bien une offensive contre l'autre, l'étranger noir, arabe et de surcroît musulman qu'il faut mettre dehors.

De notre bureau de Paris
Khedidja Baba-Ahmed

Quelle belle aubaine pour le président Sarkozy que le rejet des minarets par les électeurs suisses. Le chef de l'Etat français ne pouvait espérer aussi opportune guerre de clochers contre minarets pour transposer le débat en France et donner du blé à moudre à son chantier ouvert sur l'identité nationale. Il s'y est tout de suite engouffré en confiant mardi soir aux députés de l'UMP que le vote suisse illustrait, selon lui, qu'«en France comme en Suisse, les gens ne veulent pas que leur pays change, qu'il soit dénaturé, ils veulent garder leur identité».

C'est dit et on est loin de s'en étonner. Depuis quelque temps, les déclarations de ce type ne manquent pas à l'Hexagone. «On va se faire bouffer», avait dit le même jour et devant les caméras de

France 2, un élu UMP qui prenait part à un débat sur l'identité nationale : André Valentin, maire de Goussainville, dans la Meuse, poursuit encore : «Il est temps que l'on réagisse.» Et au journaliste qui lui demandait par qui on allait se faire bouffer, l'élu du parti au pouvoir répond : «Il y déjà dix millions, dix millions que l'on paye à rien foutre.»

Mais ce monsieur n'est pas le seul à vociférer contre l'immigration, les musulmans et autres perturbateurs de la quiétude des citoyens français, oubliant ou plutôt feignant d'oublier que beaucoup d'entre ces «musulmans» sont Français. Et précisément le discours en France s'est tellement durci, depuis notamment ce vaste boulevard d'identité nationale ouvert pas le président et son lieutenant Eric Besson, qu'aujourd'hui l'extrême droite, par la voie



Nicholas Sarkozy.

de Marine Le Pen, déclare à longueur d'ondes radio-phoniques qu'il est temps de demander à ceux qui ont la double nationalité de choisir entre la française et la nationalité d'origine.

Le langage extrême est devenu tellement présent dans cette conjoncture de rejet de l'autre, créée par le débat sur l'identité nationale, qu'il ne serait pas étonnant que le parti au pouvoir, pour ratisser les

voies de l'extrême droite aux régionales de mars prochain, puisse distribuer des rôles à ses militants des régions pour enfourcher les doléances de Marine

Le Pen et leur faire agiter la peur du «bouloulou» arabe, noir et musulman. Mais au-delà des élections de mars prochain, la campagne de stigmatisation de l'immigration a pour finalité ultime de faire croire aux

Français moyens, pas ceux du bouclier fiscal, ceux qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, que leur pouvoir d'achat étioilé en permanence a pris la pente descendante à cause, non pas des mesures de ceux qui les gouvernent mais de l'immigration qui empêche le chômage de baisser et creuse le trou de la Sécurité sociale.

Plus fondamentalement encore, et à écouter cer-

taines déclarations spontanées de responsables politiques, l'on se demande si les élites françaises, de droite mais aussi malheureusement du PS sont sincèrement prêtes à accepter les immigrés.

Manuel Vals du PS déclarait le 10 juin dernier, face aux caméras qui le suivaient dans une visite de la ville d'Evry dont il est maire, qu'il souhaitait plus de blanc (sic) dans sa ville. Jacques Chirac, l'auteur des «bruits et des odeurs» des émigrés, a récemment encore récidivé.

Le 24 novembre dernier, en visite à Bordeaux accompagné d'Alain Juppé, les deux anciens plus hauts responsables de l'Etat sont allés là aussi de commentaires pour le moins ambigus mettant en doute l'origine du terroir français d'un jeune homme basané qui ne pouvait donc être qu'Arabe.

Ce ne sont là que quelques exemples d'un florilège du même ton qui interroge sur ce qu'est devenue la «patrie des droits de l'homme» et «le pays du droit d'asile».

K. B.-A.

CE MONDE QUI BOUGE

Taoufik Ben Brik, la mauvaise conscience du régime tunisien

Par Hassane Zerrouky

Condamné jeudi dernier, veille de l'Aïd, à six mois de prison ferme, le journaliste et écrivain Taoufik Ben Brik, a été transféré à la prison civile de Siliana, à plus de 200 km de sa famille qui réside à Tunis. «Une mesure habituelle», selon un communiqué officiel ! Soit. Reste que le plus grave est que l'administration pénitentiaire tunisienne a mis 11 jours pour informer son épouse de son transfert alors que le journaliste est atteint du syndrome de Cushing (absence de défense immunitaire), nécessitant un traitement médical contraignant. Le journaliste, qui a entamé une grève de la faim, est en réel danger.

Selon l'accusation, Taoufik Ben Brik a été condamné pour «faits de violence, outrage aux bonnes mœurs et dégradation volontaire des biens d'autrui», sur la base d'une plainte émanant d'une certaine Rym Nasraoui (28 ans), absente d'ailleurs à l'audience de jeudi dernier, présentée comme «une femme d'affaires». Celle-ci a accusé le journaliste d'avoir embouti sa voiture, de l'avoir frappée et injuriée devant deux témoins ! Présentée ainsi par les

autorités tunisiennes, il ne s'agit pas d'un procès politique mais d'une banale affaire de droit commun. Une accusation que Ben Brik a d'emblée réfutée lors de sa comparution devant le tribunal. «Je suis la victime et non l'accusé dans cette affaire entièrement montée par la police politique», a-t-il rétorqué au juge qui l'interrogeait sur les charges retenues contre lui.

Pour son avocate Radhia Nasraoui, les faits sont tout autres. «C'est une affaire montée de toutes pièces, affirmait-elle, dans les colonnes de l'Humanité. «On sait que Taoufik ne peut pas attaquer une femme, comme ça dans la rue. Il était d'ailleurs avec sa fille. Lorsque l'incident s'est produit, il m'a immédiatement appelée pour me dire qu'il n'arrivait pas à comprendre qu'une femme l'ait attaqué alors qu'il ne lui avait même pas adressé la parole. Elle prétendait qu'il avait touché sa voiture alors qu'il n'y avait rien. Il a tenté de l'expliquer à cette femme mais il a vite compris qu'elle cherchait à créer un incident. Elle s'est jetée sur lui, a déchiré sa chemise, a commencé à crier et à demander qu'il l'accompagne au poste de police. Tout ça s'est passé devant



Taoufik Ben Brik.

l'école de sa fille. Il est monté dans sa voiture et il est parti. Le dossier lui-même montre que c'est une affaire montée de toutes pièces. Taoufik Ben Brik n'a pas bénéficié d'un procès équitable. Dès le départ, les avocats ont essayé d'expliquer qu'il fallait renvoyer l'affaire, même pour quelques jours, pour la préparer. Le président du tribunal

n'a rien voulu entendre. Pourtant, Taoufik avait déposé une plainte pour faux en écriture. Il s'est, en effet, aperçu que les signatures figurant sur le procès-verbal n'étaient pas les siennes», conclut l'avocate. Et pour Kamel Djendoubi, président du réseau méditerranéen des droits de l'homme, la seule arme qu'il ait, c'est l'écriture et elle fait visible-

ment peur au régime tunisien».

La condamnation de Ben Brik est symptomatique du contexte répressif frappant la Tunisie. Les quelques journaux osant émettre des critiques contre le régime du président Ben Ali sont l'objet de tracasseries diverses. C'est le cas d'El Tarik Ettajdid, organe du parti Ettajdid (communiste) et d'El Mawkaif organe du Parti démocratique progressiste (PDP). C'est le cas de ces voix qui s'élèvent pour revendiquer une Tunisie démocratique respectueuse des droits de l'homme, comme Sihem Bensedrine, aujourd'hui en résidence surveillée, et de tant d'autres militants politiques, syndicaux et de la société civile. En principe, réélu avec plus de 89 % de voix, le président Ben Ali ne devrait craindre personne puisque d'après ce score, l'opposition ne représenterait jamais qu'un peu plus de 10 % d'électeurs.

Dès lors, pourquoi cet acharnement contre des individus faisant partie de cette opposition minoritaire ? De quoi a-t-il peur dans un pays où le verrouillage médiatique est tel que l'opposition a du mal à faire entendre sa voix ?

H. Z.